

SERVICE DE L'ACCES AU DROIT ET A LA JUSTICE
ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

BUREAU DE L'AIDE AUX VICTIMES
ET DE LA POLITIQUE ASSOCIATIVE

Pour attribution

**Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel
Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux près les cours d'appel**

N° NOR : NOR JUS G : 0460004C

N° CIRCULAIRE : DAGE 04/01/E

Référence de classement :

Mots-clés : Statistiques, aide aux victimes, contrôle judiciaire, mesures alternatives aux poursuites, médiation familiale civile

Titre détaillé : Statistiques d'activité des associations d'aide aux victimes, de contrôle judiciaire, de mesures alternatives aux poursuites et de médiation familiale civile et des lieux-rencontres parents-enfants

Texte(s) source(s) : Décision du Comité de programmation de la statistique et des études du 27 octobre 2000

Publiée : BO : JO : Internet : Intranet :

Modalités de diffusion de la circulaire et de ses annexes :
Un exemplaire adressé à chacun des destinataires et aux magistrats délégués à la politique associative
Pièces jointes : 1/ <i>Circulaire</i> 2/ <i>Courrier transmis aux associations</i> 3/ <i>Quatre formulaires statistiques</i>

Depuis l'année 2001, la gestion des enquêtes statistiques auprès des associations d'aide aux victimes, de contrôle judiciaire, de mesures alternatives aux poursuites est confiée à la Sous-direction de la Statistique, des Etudes et de la Documentation de la DAGE.

La collecte des informations, le contrôle de qualité, l'élaboration et la diffusion des principaux résultats sont assurés par le Centre d'exploitation statistique (CES) de cette sous-direction.

Le processus budgétaire continue de s'appuyer sur les informations statistiques rassemblées grâce à ces enquêtes.

Statistiques 2003

• Le comité de programmation des études et des statistiques de novembre 2002 a décidé que l'enquête annuelle sur la médiation familiale civile et les lieux de rencontre parents-enfants, menée auparavant par la DACS, serait désormais confiée à la Sous Direction de la Statistique, des Etudes et de la Documentation de la DAGE. En effet, cette enquête s'apparente grandement, par sa conception, aux enquêtes socio-judiciaires en matière pénale et bien souvent concernent les mêmes associations. En regroupant ces enquêtes, nous assurons à la fois une meilleure cohérence entre les réponses mais surtout une importante économie de moyens. En effet, pour toutes les associations multi-activités, les envois et les relances seront ainsi regroupés.

• Vous trouverez ci-joint, pour votre information, les quatre questionnaires distincts, que les associations devront renseigner en fonction de leur champ de compétence en 2003 :

- aide aux victimes (questionnaire vert) ;
- contrôle judiciaire (questionnaire orange) ;
- alternatives aux poursuites (questionnaire bleu)
- médiation familiale civile et des lieux-rencontres parents-enfants (questionnaire nouveau de couleur lilas).

En dehors du nouveau questionnaire sur la médiation familiale civile, les autres questionnaires n'ont pas été modifiés par rapport à ceux de l'année précédente.

• Comme l'an passé, pour alléger la tâche des cours d'appel et raccourcir les délais de l'enquête, ceux-ci seront directement adressés par le Centre d'exploitation statistique de Nantes aux associations inscrites sur la liste que vous nous avez fait parvenir.

Une fois renseignés, les questionnaires seront retournés par les associations *en double exemplaire*, un premier à votre intention, un second au Centre de Nantes, lequel en effectuera l'exploitation.

Pour des résultats rapidement disponibles, le Centre de Nantes a demandé que les questionnaires soient retournés **avant le 15 février 2004**. Il effectuera lui-même les relances auprès des associations qui ne respecteraient pas cette date limite.

J'attire votre attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que les états statistiques soient remplis avec soin et remis dans les délais requis. Tout message que vous pourrez adresser en ce sens aux associations sera le bienvenu.

- Les bilans statistiques pour l'exercice 2003 vous seront restitués, au plus tard en octobre 2004, dans la collection "Données Locales" (papier et mise en ligne sur Intranet justice). Ils vous permettront d'avoir une vision d'ensemble sur l'activité des associations de votre ressort, et de les comparer avec l'activité de l'ensemble des associations. Ils pourront utilement être communiqués aux magistrats délégués à la politique associative de votre cour.
- Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez vous adresser à Madame Lemaître (Centre d'exploitation statistique - 02 51 89 88 21), ou Madame Damaret (Centre d'exploitation statistique - 02 51 89 88 03) qui se tiennent à votre disposition comme le chef de Centre Monsieur Prévot (02 51 89 88 01).

Mise à jour du fichier des associations

L'envoi des questionnaires et les relances nécessaires se font à partir du fichier des associations constitués spécifiquement et mis à jour à partir des listes récentes que vous nous avez communiquées. Elles ne vous sont donc pas redemandées pour cette année.

Campagne 2005 pour les associations socio-judiciaires d'aide aux victimes, de mesures alternatives aux poursuites, de contrôles judiciaires et d'enquêtes pénales

Pour améliorer la connaissance des activités des associations et des publics qu'elles suivent, le Conseil de la Statistique du ministère de la Justice, le 3 octobre 2003, a décidé que les statistiques officielles de la Chancellerie sur les associations seraient désormais construites à partir de **données individuelles anonymisées**, en lieu et place de compteurs. Cette décision s'inscrit directement dans les objectifs de la réforme du financement des associations.

Cette décision sera effective sur l'exercice 2004, c'est à dire pour la campagne qui démarrera début 2005.

Un groupe de travail piloté par le SADJPV et associant les fédérations nationales et les directions concernées de la Chancellerie a défini les informations individuelles qui seraient nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Pour l'aide aux victimes, le contenu des informations à transmettre est identique à ce qui est actuellement demandé.

Pour les mesures alternatives aux poursuites, les informations supplémentaires concernent :

- le TGI demandeur
- les dates de réquisition du tribunal et de réception de la demande par l'association
- les dates de début et de fin de prise en charge de la mesure (pour les classements sous condition, les médiations pénales et les compositions pénales)
- la date de traitement pour le rappel à la loi

Pour les activités présentencielles, les informations supplémentaires concernent :

Pour les enquêtes :

- le TGI demandeur
- la date de réquisition du tribunal
- les dates de saisine de l'association et de fin de la mesure
- le sexe, l'âge et la nationalité de la personne
- la nature de l'infraction

Pour les contrôles judiciaires :

- le TGI demandeur
- les dates de réquisition du tribunal
- la date de saisine de l'association
- les dates de début et de fin de prise en charge de la mesure
- la date de naissance de la personne (au lieu de l'âge)
- le quantum de la peine si PPL
- l'indicateur et la durée de la détention provisoire.

Le module sur le financement sera revu afin de tenir compte des nouvelles modalités de financement.

Le tableau sur les personnels sera commun à toutes les activités, y compris à la médiation familiale, afin d'améliorer sa qualité en diminuant les risques de doubles comptes et d'omission.

De nouveaux traitements informatiques

La remontée de données individuelles nécessite que les associations soient équipées d'un logiciel de gestion intégrant un module d'extraction de ces données.

Citoyens et Justice pilote la réécriture du logiciel couvrant le secteur présentenciel et les alternatives aux poursuites, à savoir :

- le contrôle judiciaire socio-éducatif
- les enquêtes sociales rapides et les enquêtes de personnalité
- la médiation pénale, le classement sous condition, le rappel à la loi, la composition pénale.

En plus des modules d'extraction, ce nouveau produit intégrera, les fonctionnalités suivantes :

- la gestion des dossiers au quotidien dont les éditions nécessaires au suivi des mesures
- la connaissances de publics concernés
- la production de tableaux de bord (Stocks et flux de mesures, délai de mise en oeuvre, etc.)

Les associations qui ne disposent pas de logiciel peuvent le commander auprès de Citoyens et Justice (federation@citoyens-justice.fr, Tél. : 05.56.99.29.24).

Le logiciel INAVEM-STATS, couvrant les activités d'aide aux victimes, de médiation pénale et d'administration ad'hoc, sera disponible dans une nouvelle version en début d'année 2004. Les associations qui n'en disposent pas encore peuvent le commander auprès de l'Inavem (contact @inavem.org).

Si ces nouveaux produits n'étaient pas disponibles dès le début de l'année 2004, une reprise des dossiers en cours au 1er janvier 2004 ou ouverts entre le premier janvier 2004 et la mise en production du logiciel serait nécessaire.

Pour les associations qui souhaitent développer leurs propres outils, la Chancellerie a élaboré un cahier des charges des extractions statistiques. Il est disponible sur simple demande auprès de Madame Cadenel (Tel. 01 44 77 66 41) ou Nicole.Cadenel@justice.gouv.fr.

Cette décision du Conseil de la Statistique, dont nous mesurons les conséquences qu'elle peut avoir sur les pratiques des associations, a été prise d'un commun accord entre la Chancellerie et les fédérations.

Ainsi, les questionnaires papier joints à cet envoi sont les derniers que vous recevrez.